



## À six mois des élections présidentielles, la LPO évalue sévèrement le bilan biodiversité d'Emmanuel Macron

**En avril 2017, la LPO avait questionné les candidats à l'élection présidentielle sur leurs propositions en matière de protection de la biodiversité. Emmanuel Macron avait répondu à nos questions sur ses ambitions écologiques. Six mois avant l'échéance de son mandat, la LPO a analysé les résultats obtenus par le Président de la République au regard de ses propres engagements. Entre reports d'échéance, dérogations et reculades, ils sont globalement décevants, en particulier sur des enjeux majeurs tels que la surexploitation des ressources naturelles, l'agriculture et l'artificialisation des sols.**

Le début du mandat d'Emmanuel Macron a été marqué de signaux forts avec en premier lieu la nomination de Nicolas Hulot, dont personne ne peut mettre en cause les convictions, et des avancées concrètes sans doute posées comme conditions par l'intéressé tels que les abandons de la construction de l'aéroport de Notre Dame des Landes et du projet aurifère de la Montagne d'Or en Guyane. Mais la démission fracassante du Ministre fin août 2018 a rapidement mis un terme aux ambitions écologiques du gouvernement, en révélant le poids des lobbies industriels, financiers, agricoles et cynégétiques dans ses décisions.

Al'échelle européenne, Emmanuel Macron a laissé passer une occasion historique de réformer en profondeur la Politique agricole commune en faveur d'une véritable transition agro-écologique indispensable pour stopper l'effondrement de la biodiversité, laquelle reste la grande oubliée du Pacte vert pour l'Europe de juillet 2021 essentiellement focalisé sur le climat. En parallèle, la destruction de la biodiversité marine, décimée par la surexploitation des ressources halieutiques et la pollution, continue d'être largement encouragée par les subventions européennes.

En France, rarement un chef de l'Etat aura fait autant de cadeaux et accordé de passe-droits au monde de la chasse, et c'est aussi la première fois qu'un Président de

la République en poste attend la fin de son mandat pour recevoir les grandes associations de protection de la nature, éconduites pendant 4 ans. Les propositions issues du « Grand débat national » de 2019 comme les préconisations de la Convention pour le climat composée de citoyens tirés au sort n'ont pas été beaucoup plus écoutées. Les régressions environnementales, et limitations de recours pour les ONG, initiées par les précédents gouvernements sous prétexte de « simplification » et de libération des énergies entrepreneuriales, se sont poursuivies.

L'accueil du Congrès mondial de la biodiversité à Marseille début septembre 2021 fut l'occasion de nouvelles annonces et de promesses, sans aucune action concrète ni réels moyens humains et financiers. Quelques jours plus tard, le Chef de l'Etat ordonnait la mise en consultation de projets d'arrêtés autorisant le piégeage traditionnel des oiseaux, ignorant des jugements de la Cour de Justice de l'Union Européenne et du Conseil d'Etat. Et la France continue de permettre la destruction d'espèces en danger inscrites sur les listes rouges de l'UICN.

Le « Plan Hulot » censé redynamiser l'actuelle Stratégie Nationale de la Biodiversité en souffrance, dans l'attente d'une nouvelle stratégie, a très vite été abandonné. Et aucun moyen humain ou financier n'est annoncé pour la future SNB sans cesse retardée.

La crise sanitaire mondiale, apparue fin 2019 et qui ne cesse de sévir, aurait dû pousser les différents gouvernements à prendre enfin la mesure des enjeux écologiques. A changer de paradigme en portant la protection de la biodiversité au niveau des enjeux climatiques. Pourtant, très vite, les promesses d'un « monde d'après » ont été oubliées au profit de visions économiques à court terme.

Retour point par point sur les promesses du candidat Macron...



## POLITIQUE AGRICOLE

### 1. Que proposait Emmanuel Macron pour une politique agricole commune compatible avec les enjeux écologiques ?

• *Agir activement au sein de l'UE pour conditionner les critères d'attribution des aides versées aux agricultures aux enjeux environnementaux.*

• *Travailler à une harmonisation des règles environnementales entre états membres.*

☹️ La France a certes défendu un éco-régime obligatoire à l'échelle européenne, mais s'est montrée très peu ambitieuse dans son contenu, n'incitant aucunement les agriculteurs à opérer la transition agro-écologique. La France n'a pas non plus porté une conditionnalité environnementale d'attribution des aides PAC exigeante auprès des autres Etats membres. Ainsi, le Plan Stratégique National qu'Emmanuel Macron proposera officiellement à la Commission européenne début 2022 est bien loin d'être compatible avec les enjeux écologiques, comme il s'était engagé à le faire.

### 2. Que proposait Emmanuel Macron pour résorber la pollution d'origine agricole ?

• *Permettre aux agriculteurs de moderniser leurs exploitations et d'améliorer la qualité de leurs productions du point de vue environnemental et économique.*

• *Faire de la France le leader européen du combat contre les pesticides.*

• *Réunir dans le cadre d'Etats généraux de l'alimentation tous les acteurs de la filière afin d'élaborer un agenda commun des solutions.*

☹️ Emmanuel Macron a bien organisé des Etats généraux de l'Alimentation en 2017 et 2018, débouchant sur la Loi Egalim du 30 octobre 2018. Cependant, aucune mesure vraiment incitative n'a été mise en place pour accompagner les agriculteurs vers un changement de système agricole. Loin d'être devenu un leader du combat contre les pesticides, le gouvernement français continue de financer des modèles agricoles très polluants dans le cadre de la PAC, a autorisé à titre dérogatoire les producteurs de betteraves à réutiliser des néonicotinoïdes, et a également repoussé, à la demande des syndicats agricoles, la sortie du glyphosate. De la même manière, le plan Ecophyto visant à réduire de moitié l'usage des pesticides à l'horizon 2018, a échoué et est reporté à 2025.

### 3. Que proposait Emmanuel Macron pour accélérer la transition écologique de l'agriculture ?

• *Définir régionalement les critères de soutien à l'agriculture pour privilégier les pratiques vertueuses*

• *Atteindre 50 % de production bio, labels écologiques de qualité ou issue de circuit court dans la restauration collective d'ici 2022.*

☺️ La loi Egalim a instauré 50 % de produits de qualité et biologiques, la diversification vers des protéines végétales ou encore la sortie du plastique dans les établissements scolaires. Cependant, les outils et les moyens développés pour atteindre les objectifs d'alimentation saine et durable du gouvernement en respectant les échéances annoncées demeurent insuffisants, tout comme les subventions de la politique agricole commune en faveur de la transition agro-écologique, dont le budget n'a pas été augmenté.

### 4. Que proposait Emmanuel Macron pour limiter la taille des élevages hors sols ?

• *Financer des bâtiments plus modernes pour améliorer le bien-être des animaux*

☹️ La loi Egalim ne contient aucune disposition visant à faire évoluer les pratiques d'élevage, de transport ou d'abattage et la récente proposition de loi sur le bien-être animal se concentre sur les animaux domestiques ou en captivité, sans avancées significatives pour les animaux d'élevage. Dans le cadre de la réforme de la PAC, malgré les annonces faites au début des négociations, le gouvernement français n'a défendu aucune mesure concrète dans ce sens.

### 5. Que proposait Emmanuel Macron pour organiser la prise en charge des dégâts causés par la faune protégée ?

• *Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour assurer la meilleure cohabitation possible avec les grands carnivores.*

☹️ Les dérogations autorisant la destruction d'espèces pourtant protégées n'ont jamais été aussi nombreuses et leur obtention a été facilitée. Quant au plan Ours, il a été abandonné sous la pression des éleveurs.

### 6. Que proposait Emmanuel Macron pour développer la recherche appliquée pour gérer les épizooties ?

• *Encourager les recherches et les expertises pour ce type d'épidémies.*

☺️ Facilités par la crise COVID, deux programmes ont été annoncés en 2021 pour prévenir les risques d'émergences zoonotiques et de pandémies, pour comprendre comment les maladies infectieuses émergent et comment les prévenir, et pour concevoir les traitements et les stratégies vaccinales afin de lutter contre ces pathologies. Des évaluations demeurent nécessaires pour stopper la destruction inutile de la faune sauvage sous prétexte de risques sanitaires accrus (renards et échinococcose, blaireaux et tuberculose, bouquetins et brucellose...) dont l'efficacité est contestée par plusieurs études scientifiques.



## AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

### 7. Que proposait Emmanuel Macron pour lutter contre la fragmentation par les réseaux de transport ?

- Soutenir les collectivités dans l'élaboration de leurs documents d'urbanisme et d'aménagement du territoire afin de bien garantir les continuités écologiques.
- Privilégier la modernisation des infrastructures existantes plutôt que le développement de nouvelles liaisons.

😊 La loi du 24 décembre 2019 a réformé le cadre général des politiques de mobilités en y intégrant les enjeux environnementaux. Des programmes d'investissements ont été mis en place pour l'entretien et la modernisation des réseaux routiers et le développement de modes de transports moins polluants. La mise en œuvre de trames verte et bleue a été intégrée dans les schémas régionaux d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDET) bien que l'application du principe de la continuité écologique des cours d'eau ait soulevé de vraies difficultés dans certains territoires, en particulier avec les gestionnaires d'installations hydrauliques vouées à la destruction.

### 8. Que proposait Emmanuel Macron pour mettre un terme à l'artificialisation des sols ?

- Application renforcée du principe ERC (Éviter, Réduire et si on ne peut faire autrement, Compenser) pour s'assurer que le bilan béton/nature ne devienne pas négatif.
- Faciliter l'accès des agriculteurs au foncier et renforcer la transparence des transactions.

😞 L'application de la séquence ERC est encore bien trop réduite et des mesures de compensation incertaines sont le plus souvent préférées à l'évitement de projets néfastes pour l'environnement.

En dépit de la loi ELAN censée lutter contre l'étalement urbain et favoriser la densification, l'artificialisation en France (environ 50 000 ha/an) a continué de progresser à une vitesse supérieure à la moyenne européenne et à la croissance démographique, avec la multiplication des lotissements et bâtiments industriels ou commerciaux. La fiscalité applicable au foncier non bâti incite leurs propriétaires à les vendre comme terrains à bâtir au lieu de les maintenir naturels ou agricoles.

### 9. Que proposait Emmanuel Macron pour conforter le droit de l'environnement et réformer les études d'impact ?

- S'assurer que le droit existant soit correctement appliqué, en particulier la loi biodiversité de 2016.

😞 Emmanuel Macron s'est surtout employé à modifier la législation afin de faciliter et sécuriser les projets d'aménagement au détriment de la protection de l'environnement, en facilitant les dérogations, en restreignant les études d'impact et en limitant les possibilités de recours en justice des citoyens.

## PROTECTION DES ESPACES ET ESPECES

### 10. Que proposait Emmanuel Macron pour compléter le réseau d'espaces naturels protégés ?

- S'assurer que les moyens libérés pour gérer les espaces existants ou en phase d'élaboration sont à la hauteur de leurs besoins.
- Evaluer la cohérence et l'efficacité du réseau des aires protégées afin d'identifier les manques et dégager des priorités.

😊 Une ambition nouvelle a été donnée en milieu de mandat avec l'élaboration d'un plan d'actions de la stratégie nationale pour les aires protégées 2030. Toutefois, les effectifs de personnel de l'Etat consacrés aux ENP ont globalement diminué et l'effort budgétaire reste insuffisant pour espérer atteindre les objectifs annoncés pour 2023 : couvrir au moins 30 % du territoire national terrestre (métropole et outre-mer) et des eaux marines sous juridiction ou souveraineté française par des aires protégées dont 10 % en protection forte. Faute de réaliser les plans et programmes, on les abandonne en route pour en créer d'autres. Ainsi la SCAP (Stratégie de création des aires protégées) a été oubliée au profit d'une nouvelle SNAP (Stratégie nationale des aires protégées) à grand renfort de communication...

### 11. Que proposait Emmanuel Macron pour protéger les haies bocagères indigènes et les arbres isolés patrimoniaux ?

- Encourager la reconstruction des talus et veiller à l'entretien des haies à travers la promotion de systèmes agricoles respectueux de l'environnement comme l'agroécologie.

😊 Dans le cadre du plan de relance, le gouvernement a alloué 50 millions d'euros dans l'objectif de planter 7 000 km de haies et d'alignements d'arbres sur la période 2021-2024. Les mesures agro-environnementales de la PAC n'ont jusqu'ici pas fait leurs preuves et plus de 10 000 km de haies continuent de disparaître chaque année en France. Le fonds annuel de 11 M€ confié aux chasseurs pour des réalisations concrètes comme la plantation de haies a été en grande partie dévoyé.



## 12. Que proposait Emmanuel Macron pour veiller au respect des oiseaux et chauves-souris lors du développement des parcs éoliens ?

• Appliquer la séquence *Eviter - Réduire - Compenser* à la construction de tout parc éolien.

☹ De nombreux parcs éoliens continuent d'être autorisés dans des secteurs très sensibles pour la biodiversité sous couvert de mesures de réduction des risques insuffisantes et de compensations discutables. L'Etat encourage notamment le développement massif de l'éolien offshore au mépris d'enjeux écologiques majeurs pour la biodiversité marine.

## 13. Que proposait Emmanuel Macron pour développer les Plan nationaux d'action ?

• Etablir une programmation de nouveaux PNA en donnant une priorité aux espèces menacées classées « en danger critique » ou « en danger » sur la liste rouge mondiale de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

• Mener une action volontaire pour la réintroduction concertée d'ours dans les Pyrénées.

☹ De nombreux PNA sont sortis ou ont été renouvelés depuis 2017 pour un certain nombre d'espèces menacées, bien que les freins viennent désormais des DREAL qui peinent à trouver les ressources pour les mettre en œuvre. Concernant l'ours, après avoir fait procéder à la réintroduction de deux femelles dans les Pyrénées-Atlantiques, le gouvernement a cédé à la pression des éleveurs et stoppé net l'application du plan Ours 2018-2028. L'individu abattu en Ariège en juin 2020 n'a ainsi toujours pas été remplacé.

# MODERNISATION DE LA CHASSE, LUTTE CONTRE LE BRACONNAGE ET CONDITION ANIMALE

## 14. Que proposait Emmanuel Macron pour résorber la pollution des milieux naturels et rivières par le plomb ?

• Etendre l'interdiction des munitions qui contiennent du plomb à l'ensemble du territoire et pas seulement dans les zones humides.

☹ Non seulement l'interdiction n'a pas été étendue à tout le territoire, mais à la demande des lobbies cynégétiques l'Elysée a tenté de freiner la proposition de la Commission

Européenne de proscrire l'usage du plomb dans les zones humides des autres pays européens.

## 15. Que proposait Emmanuel Macron pour retirer les oiseaux en mauvais état de conservation des espèces chassables ?

• Modifier la liste des espèces gibiers en y retirant toutes les espèces en mauvais état de conservation.

☹ Les Ministres en charge de l'écologie ont continué, sous prétexte de gestion adaptative, à signer des arrêtés autorisant la chasse d'oiseaux menacés et la France a pour cela été avertie par la Commission Européenne en juillet 2020. La LPO a dû se tourner à plusieurs reprises vers les tribunaux ou le Conseil d'Etat pour obtenir leur annulation (Barge à queue noire, Courlis cendré, Tourterelle des bois, Gélinoite des bois, Lagopède alpin, etc.)

## 16. Que proposait Emmanuel Macron pour mettre fin aux chasses non sélectives ?

• Renforcer les contrôles pour faire respecter l'interdiction de ces modes de chasse.

☹ Les effectifs de la police de la nature en charge de ces contrôles ont été diminués et la chasse à la glu n'a été interdite qu'après les menaces de sanction de la Commission Européenne suite aux recours de la LPO. A la demande des chasseurs, le Président tente de pérenniser d'autres méthodes de piégeage traditionnel non sélectifs, comme les matoles, les pantos ou la tenderie, sans tenir compte des jugements de la Cour de Justice de l'Union Européenne et du Conseil d'Etat.

## 17. Que proposait Emmanuel Macron pour restreindre la pratique de la chasse la nuit et le dimanche ?

• Rechercher des compromis au niveau des territoires sur la base de concertation entre les utilisateurs de la nature.

☹ Lors des débats autour de l'examen de la loi de création de l'Office français de la biodiversité en 2019, les parlementaires n'ont pas souhaité instaurer un jour sans chasse pour privilégier le renforcement des mesures de sécurité. La chasse reste autorisée 1 h avant le lever et 1 h après le coucher du soleil. Pour le gibier d'eau, ce délai passe à 2 h et des dérogations locales perdurent pour chasser toute la nuit depuis des postes fixes.

## 18. Que proposait Emmanuel Macron pour évaluer les incidences de la chasse dans les espaces naturels protégés au titre de Natura 2000 ?

• Demander à l'ONCFS, en coordination avec les gestionnaires de zones Natura 2000 et les associations naturalistes et de protection de la nature, d'effectuer une expertise sur ce sujet.



☹️ Aucune expertise de ce type n'a été demandée à l'ONCFS, pas plus qu'à l'OFB qui l'a remplacée.

### 19. Que proposait Emmanuel Macron pour interdire la chasse des mammifères en période de dépendance des jeunes ?

- Fixer les dates de chasse en dehors des périodes de fragilité particulière des espèces.
- Accroître la participation de scientifiques et de naturalistes dans les commissions départementales de la chasse et de la faune sauvage.

☹️ Rien n'a été fait pour supprimer la chasse ou la régulation des mammifères en période sensible de reproduction ou d'élevage des jeunes : la vénerie du blaireau au printemps existe toujours de même que la chasse des cerfs en période de brame. La composition des Comités départementaux de la chasse et de la faune sauvage (CDCFS) n'a pas été revue et ils restent monopolisés par les représentants cynégétiques et agricoles.

### 20. Que proposait Emmanuel Macron pour organiser l'accueil des animaux issus du trafic sur les principaux points d'entrée du territoire, aéroports et ports ?

- Poursuivre le projet de station d'accueil temporaire des animaux vivants d'espèces sauvages saisis
- Veiller à la mise en œuvre rigoureuse du plan d'action de l'Union européenne de lutte contre le commerce illégal de faune et de flore sauvage.
- Renforcer le soutien à la mise en œuvre d'actions notamment en Afrique et en Asie pour lutter contre le braconnage, le trafic et la demande de produits illégaux d'espèces sauvages.

😊 Une seule station d'accueil des espèces animales a vu le jour à Roissy-Charles-de-Gaulle alors qu'un arrêté interministériel oblige le gouvernement à faire équiper 15 ports et aéroports internationaux. La France demeure une plaque tournante du commerce illégal des espèces sauvages contre lequel les moyens de lutte restent perfectibles.

### 21. Que proposait Emmanuel Macron pour étendre à l'animal sauvage non captif la notion de sévices graves ou actes de cruauté envers les animaux ?

- Expertiser les actions concrètes à mettre en œuvre pour lutter efficacement contre de tels agissements.

☹️ Si la lutte contre la maltraitance des animaux domestiques et des animaux sauvages captifs progresse au niveau législatif, elle exclut toujours de son champ d'application les animaux sauvages, pour lesquels la notion de cruauté n'a aucun cadre légal.

## REEQUILIBRAGE DE LA FISCALITE AU PROFIT DE LA BIODIVERSITE

### 22. Que proposait Emmanuel Macron pour mettre fin aux subventions néfastes à la biodiversité et conditionner les aides de l'État à la prise en compte des enjeux écologiques ?

- Privilégier les dépenses publiques favorables à l'environnement
- Convertir les contrats de plan en contrats de développement durable des territoires, où la question de l'empreinte sera absolument centrale.

😊 Le gouvernement met actuellement en place des contrats de relance et de transition écologique (CRTE) pour les collectivités territoriales en complément des contrats de plan Etat-région. Mais il n'y a pas eu d'action structurée ni d'inventaire systématique des subventions dommageables avec des échéances pour y mettre fin. Lors des négociations sur le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) et sur la Politique agricole commune (PAC), la France a à l'inverse contribué à subventionner massivement la surexploitation des océans et l'agriculture intensive.

### 23. Que proposait Emmanuel Macron pour permettre à l'Agence française pour la biodiversité d'atteindre ses objectifs ?

- Développer les synergies avec d'autres structures pour renforcer ses compétences dans le domaine de la biodiversité terrestre.

😊 Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, l'AFB a fusionné avec l'ONCFS pour devenir l'Office Français de la Biodiversité (OFB). Toutefois les réductions d'effectifs se sont poursuivies et les moyens de l'OFB semblent encore insuffisants pour garantir une pleine opérationnalité de cette agence.

### 24. Que proposait Emmanuel Macron pour mettre en place une fiscalité au profit de la biodiversité ?

- Garantir la cohérence de nos dispositifs fiscaux ayant un impact sur l'environnement, en s'assurant que les mesures favorables ne sont pas obstruées par des mesures contraires
- Garantir le respect du principe pollueur-payeur qui est dans notre constitution.

☹️ Dès la fin 2017, la taxation des espaces naturels a été considérablement accrue tandis qu'aucune fiscalité propre pour alimenter les politiques en faveur de la biodiversité n'a été mise en place. La hausse programmée de la taxation carbone a été interrompue suite à la crise des gilets jaunes.



### 25. Que proposait Emmanuel Macron pour soutenir les associations au-delà de la gestion de projets publics ?

• Soutenir financièrement les associations avec une part de proportionnalité liée à l'importance des activités des bénévoles.

😊 Concernant la LPO, le soutien financier de l'Etat a augmenté, notamment par l'intermédiaire de l'OFB, tout en restant stable (18%) en proportion du volume d'activités global de l'association et de l'engagement bénévole.

### 26. Que proposait Emmanuel Macron pour faciliter la collecte de fonds privés ?

• Encourager le mécénat en conservant les avantages fiscaux sur la durée du quinquennat.

😊 Pas de changement notable et un maintien de la déduction d'impôt à 60%.

## RENFORCEMENT DE LA CONNAISSANCE, EDUCATION ET FORMATION

### 27. Que proposait Emmanuel Macron pour développer l'éducation à la nature ?

• Encourager les partenariats des associations avec l'école et l'ensemble des structures éducatives pour le développement d'activités annexes liées à la découverte de la nature.

😊 L'éducation à l'environnement et au développement durable a un peu progressé ces dernières années (en particulier grâce aux collectivités locales), avec une montée en puissance indéniable de ces thématiques en milieu scolaire même si elle doit encore se développer de manière plus systématique dans les cursus de formation des enseignants. Le Service national universel intègre également la sensibilisation des jeunes aux enjeux environnementaux.

### 28. Que proposait Emmanuel Macron pour développer la connaissance naturaliste sur tout le territoire national ?

• Faire verser à l'inventaire du patrimoine naturel les données brutes de biodiversité, libres de droit, récoltées lors des études d'impact des plans, programmes et projets.

😊 Depuis 2018, près de 2000 études et 3 millions de données ont en effet été versés à l'Inventaire national du patrimoine naturel. En revanche les chiffres des « prélèvements » de la chasse ne sont toujours pas rendus publics !

### 29. Que proposait Emmanuel Macron pour finaliser et suivre les indicateurs de la Stratégie Nationale de Biodiversité (SNB) ?

• Confier ces missions au Comité National de la Biodiversité (CNB).

☹️ La plupart des indicateurs développés par l'observatoire national de la biodiversité ne sont plus tenus à jour et le CNB n'a pas été invité à les suivre. L'élaboration de la nouvelle SNB 2021-2030 a pris du retard du fait de la crise sanitaire et du report de la COP 15 sur la biodiversité, désormais programmée en avril 2022.

### 30. Que proposait Emmanuel Macron pour renforcer la professionnalisation de la biodiversité ?

• Mettre en place des formations qualifiantes et créer des emplois dans ce domaine.

😊 L'emploi dans l'économie verte progresse plus vite que l'emploi total et la biodiversité est considérée comme une opportunité pour le développement économique et la création d'emplois qui sont particulièrement recherchés par les jeunes entrant sur le marché du travail. L'innovation écologique a également été stimulée par l'émergence de nombreuses startups de la « Green Tech ». Toutefois, ces nouveaux emplois ne sont pas à mettre au crédit de l'État.

### 31. Que proposait Emmanuel Macron pour la mise en place d'une formation initiale supérieure en écologie pour les fonctionnaires de l'État et des collectivités ?

• Inclure les bases de la conservation et la gestion de la biodiversité dans leur formation.

• Créer des formations au CNFPT sur la gestion de la biodiversité dans les collectivités locales

😊 Les enjeux environnementaux intègrent petit à petit les formations initiales de certains fonctionnaires de l'état et des formations continues sur la politique publique du paysage et de la biodiversité ont bien été mises en place par le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) à destination des cadres en charge des politiques publiques liées à l'aménagement du territoire.

## AMELIORATION DE LA GOUVERNANCE

### 32. Que proposait Emmanuel Macron pour se doter de structures d'évaluation indépendantes ?

• Faire vivre et respecter les travaux du Conseil national de la protection de la nature (CNP).



☹ Une grande partie des compétences du CNPN, dont les demandes de dérogation à l'interdiction de destruction des espèces protégées, a été transférée par décret à des conseils scientifiques régionaux (CSRPN), avec comme effet d'affaiblir une des seules structures consultatives nationales indépendantes et d'accélérer les procédures d'autorisation environnementale pour permettre l'exploitation d'activités industrielles. Par ailleurs, les avis du CNPN sur des sujets politiquement sensibles n'ont souvent pas été pris en compte par le gouvernement, comme par exemple sur les dossiers du loup, de l'ours des Pyrénées ou de l'éolien en mer.

### 33. Que proposait Emmanuel Macron pour réorganiser la gouvernance en faveur des enjeux écologiques ?

• *Soutenir la création du comité national de la Biodiversité*

😊 La fusion de l'AFB et de l'ONCFS a permis de rationaliser le dispositif national de gouvernance de la biodiversité. Le CNB s'est réuni à peine une dizaine de fois depuis sa création et il est difficile d'évaluer son impact dès lors que n'a été réalisé à ce jour aucun bilan précisant les suites données à ses avis. La participation du public aux décisions ayant un impact environnemental via des expériences de démocratie participative telles que le Grand Débat, la Convention pour le Climat ou les consultations publiques en ligne se sont révélées décevantes tandis que les associations de protection de la nature ont été largement écartées des discussions stratégiques.

#### LPO France

Siège social national LPO • Les Fonderies Royales  
8 rue du Docteur Pujos • CS 90263 • 17305 ROCHEFORT CEDEX  
Tél 05 46 82 12 34 • Fax 05 46 83 95 86 • [www.lpo.fr](http://www.lpo.fr) • [lpo@lpo.fr](mailto:lpo@lpo.fr)

Association reconnue d'utilité publique